N°24
NOVEMBRE
2026

REGARDS SUR L'ÉPARGNE



ÉPARGNE ET **TERRITOIRES**

AU-DELÀ DES MOTIVATIONS INDIVIDUELLES, L'ÉPARGNE DES MÉNAGES JOUE UN RÔLE COLLECTIF ESSENTIEL EN FINANÇANT LES ENTREPRISES, LES INFRASTRUCTURES, LE LOGEMENT SOCIAL ET LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE. L'ENJEU N'EST DONC PAS SEULEMENT D'EN MESURER LE MONTANT, MAIS DE COMPRENDRE COMMENT ELLE CONTRIBUE CONCRÈTEMENT AU DÉVELOPPEMENT DE NOS TERRITOIRES.

Ce numéro de *Regards sur l'Épargne* analyse le lien entre l'épargne des ménages et le financement du territoire, à l'heure où les Français expriment un fort attachement à ce dernier et désirent donner un sens à leur épargne.

91 %

DES FRANÇAIS

DÉCLARENT SE SENTIR ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE, 78 % N'ENVISAGENT PAS DE DÉMÉNAGER ET SE PROJETTENT DANS LEUR RÉGION À L'AVENIR.

Source : Étude Caisse d'Epargne 2026

Fédération Nationale
CAISSE D'EPARGNE

TRIBUNE



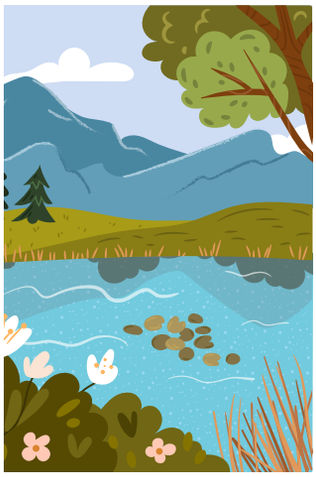
Mélanie Thomin,
présidente de l'Association nationale des Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des Pays (ANPP)

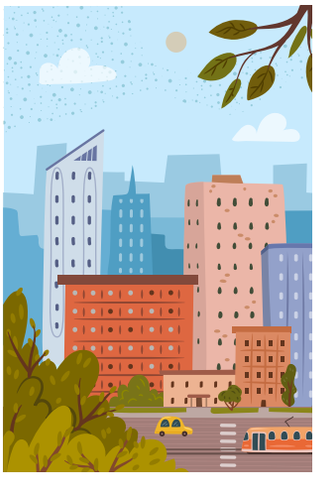
> Notre pays dispose d'une épargne abondante et d'outils puissants tels que l'épargne réglementée, au service du financement du logement social et des infrastructures utiles au quotidien des habitants.

Les territoires sont des inventeurs de possibles. Porteurs d'innovation, d'inventivité et de solidarité, ils doivent aujourd'hui relever des défis considérables. Dans nos régions, à la ville comme à la campagne, les besoins d'investissement sont nombreux : rénovation énergétique des logements, modernisation des infrastructures, développement des mobilités, soutien aux entreprises de proximité, réindustrialisation, revitalisation et accompagnement des transitions écologique, agricole et numérique.

Pour répondre à ces enjeux, il est essentiel de réinjecter de l'investissement dans l'économie locale. Notre pays dispose d'une épargne abondante et de leviers puissants, comme l'épargne règlementée, qui contribue déjà au financement du logement social et d'infrastructures utiles au quotidien. L'enjeu est désormais de renforcer le lien entre l'épargnant et son territoire, en rendant le plus lisible possible l'usage des fonds et en développant des solutions permettant d'orienter l'épargne vers des projets locaux qui améliorent le cadre de vie.

Les banques régionales et les acteurs coopératifs ont un rôle essentiel à jouer. Grâce à leur proximité et à leur connaissance des territoires et de leurs élus, les Caisses d'Epargne peuvent accompagner les entreprises, les associations et les collectivités, au plus près de leurs besoins. Mobiliser ces leviers financiers locaux, c'est contribuer à la résilience et à la transformation, notamment des Pays et des PETR, dont je préside l'association nationale.



LES FRANÇAIS ET LEUR TERRITOIRE

UN BESOIN D'ANCRAGE

Lorsque l'on interroge les Français sur la notion de territoire, ils évoquent d'abord leur région, leur commune, leur lieu de vie, leurs habitudes et leur sentiment d'appartenance. Le territoire apparaît moins comme une abstraction administrative que comme un espace vécu, dans lequel se construisent les liens sociaux, économiques et culturels.

Selon une étude réalisée par la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne, les Françaises et les Français associent avant tout à leur territoire son histoire et sa culture, bien loin d'une simple définition administrative ; un territoire auquel ils sont profondément attachés. Plus de la moitié d'entre eux résident dans leur région depuis plus de vingt ans et s'y projettent durablement. Le territoire constitue un repère stable dans un contexte économique et géopolitique marqué par l'incertitude. Le Baromètre des Territoires de l'Institut Montaigne[1] souligne en outre l'importance accordée à la famille, aux projets de long terme et à la qualité du cadre de vie.

UNE HISTOIRE DE PROXIMITÉ

L'étude Caisse d'Epargne révèle une attente massive d'accès aux services de proximité au premier rang desquels les services de soins et de santé. La limite au-delà de laquelle un trajet devient inacceptable est fixée à 30 minutes. Le « territoire de la demi-heure » devient progressivement un idéal d'organisation de la vie quotidienne. Cette aspiration à l'ancrage se reflète également dans les comportements d'épargne.

CHIFFRES CLÉS

ENVIRON **60 %** **D'ACTIFS NON FINANCIERS ET 40 % D'ACTIFS FINANCIERS COMPOSENT LE PATRIMOINE DES MÉNAGES**
Source : Direction générale du Trésor

950 MD€ EN 2025
DONT 440 MD€ POUR LE SEUL LIVRET A, C'EST LE MONTANT DES ENCOURS D'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE DES MÉNAGES FRANÇAIS
Source : Banque de France

77 % DES FRANÇAIS **SOUHAITENT DÉPENSER JUSTE LE NÉCESSAIRE ET ÉPARGNER LE PLUS POSSIBLE S'ILS ONT LES MOYENS DE METTRE DE L'ARGENT DE CÔTÉ, PLUTÔT QUE DE SE FAIRE PLAISIR ET DE DÉPENSER SANS TROP PENSER AU LENDEMAIN.**

1 - Institut Montaigne : « Le Baromètre des Territoires : France désemparée en quête de tranquillité »
https://www.institutmontaigne.org/publications/barometre-des-territoires-2025-france-desemparee-en-quete-de-tranquillite
2 - Banque de France : Rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée 2025, juillet 2026.



OÙ VA RÉELLEMENT L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS ?

L'épargne des ménages contribue au financement de l'économie des territoires via plusieurs canaux d'investissement. Selon la direction générale du Trésor[3], pour 10 € de patrimoine financier détenu par les ménages :

- 4 € correspondent à des fonds propres d'entreprises, dont la moitié sous forme de patrimoine professionnel,
- 3 € à des investissements obligataires, dont 1 € en dette publique majoritairement française,
- 2 € correspondent à des prêts[4].

Les placements réalisés auprès des institutions financières sont par ailleurs investis majoritairement en France (58 %), puis dans le reste de la zone euro (19 %) et hors de la zone euro (23 %).

L'épargne des ménages contribue au financement de logements, d'infrastructures publiques, d'équipements collectifs, d'entreprises ou encore de projets liés aux transitions écologique et numérique. Elle alimente à la fois l'investissement productif, l'aménagement du territoire et l'adaptation des bassins de vie aux nouveaux besoins économiques et environnementaux.

COMMENT L'ÉPARGNE FINANCE LES TERRITOIRES ?

LE LOGEMENT, PREMIER VISAGE DE L'ÉPARGNE TERRITORIALE

Depuis longtemps, les Français entretiennent une relation particulière avec l'immobilier, considéré comme un actif tangible et un élément essentiel de leur patrimoine. Les actifs non financiers représentent plus de la moitié de leur patrimoine total. Cette préférence se traduit par l'acquisition de logements, mais aussi par l'investissement collectif dans l'immobilier à travers différents véhicules d'épargne.

Cela concerne également le logement social, grâce à la mobilisation de l'épargne réglementée. En 2025, les financements du Fonds d'épargne du Groupe Caisse des Dépôts ont permis d'accorder près de 22,9 Md€ de nouveaux prêts au logement social et à la politique de la ville, contribuant au financement de plus de 123 000 logements sociaux ainsi qu'à la rénovation énergétique du parc existant[5].

LES INFRASTRUCTURES ET MOYENS DE TRANSPORT

La construction et le renouvellement de nombreuses infrastructures reposent, elles aussi, sur des financements de long terme adossés à l'épargne dite « réglementée ». Celle-ci est centralisée par le Groupe Caisse des Dépôts et réinjectée pour près de 10 Md€ chaque année dans le secteur public local[6], avec pour priorité la rénovation des bâtiments scolaires, les transports et les réseaux d'eau potable et d'assainissement.

Au cœur de ce circuit financier, les banques coopératives jouent un rôle moteur. Grâce à l'épargne qu'elles captent localement, elles octroient chaque année plusieurs dizaines de milliards d'euros de prêts aux communes, aux intercommunalités, aux départements et aux régions pour leurs équipements du quotidien.

Au-delà des prêts bancaires et de l'épargne réglementée, les fonds d'infrastructures français apportent un soutien décisif aux projets de grande envergure. Avec une moyenne de 8,8 milliards d'euros investis par an sur la période 2019-2024[7], ces investisseurs privés et publics consolident l'écosystème de financement, sécurisant ainsi le déploiement et la modernisation des grands équipements de nos régions.

3 - Direction générale du Trésor : "Trésor info, janvier 2026 : que finance l'épargne financière des ménages français ?"
4 - La somme des lignes de calcul atteint 9 € au lieu de 10 € en raison du cumul des arrondis au centime inférieur effectués sur chaque ligne.
5 - Rapport annuel du Fonds d'épargne, Caisse des Dépôts, mai 2025.
6 - Statistiques du financement des entreprises - Banque de France, rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée, 2025, juillet 2026.







LES SERVICES DE SANTÉ

Les dépenses de soins et de biens médicaux dépassent 250 milliards d'euros par an, un montant proche de 10 % du PIB[8]. Les 65 ans et plus représentent 22 % de la population en 2026 selon l'INSEE, renforçant les besoins en infrastructures de soins et d'accompagnement de proximité.

Pour structurer cette offre, l'épargne collectée par les banques et les investisseurs institutionnels permet de financer l'immobilier de santé, de soutenir les opérateurs privés ou associatifs et d'accompagner les collectivités. Bien qu'il n'existe pas d'agrégation publique pour l'ensemble de ces activités, la Banque de France évalue l'encours de crédits aux activités de santé humaine à 31,5 milliards d'euros à fin juillet 2026[9]. Un montant qui exclut une partie du médico-social, les financements des collectivités et certains véhicules immobiliers.

PME ET EMPLOI : L'ÉPARGNE QUI ENTREPREND

La vitalité de l'emploi, de l'investissement et de l'innovation repose en grande partie sur la capacité des banques à transformer l'épargne collectée en financement pour les entreprises. À fin 2025, l'encours de crédits mobilisés aux PME atteignait environ 631,4 Md€, selon la Banque de France. Sur la seule année 2025, les nouveaux crédits accordés aux PME se sont élevés à environ 133,7 Md€[10]. L'épargne est ainsi transformée par les banques de proximité pour financer les investissements productifs, les besoins de trésorerie ou la transmission et la reprise d'activités.

L'État et les marchés complètent l'action des banques. Le programme public « ETIncelles » accompagne des PME dans leur changement d'échelle pour faire émerger davantage d'ETI sur les territoires. De son côté, Euronext a lancé « IPOready Go / IPOgo » pour mieux préparer les entreprises dans leur tentative d'accès aux marchés de capitaux. Ces dispositifs contribuent à mieux connecter l'épargne disponible aux besoins de développement des entreprises locales.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE COMMENCE DANS LES TERRITOIRES

Les produits d'épargne intègrent de manière croissante des critères environnementaux et contribuent ainsi au financement de projets durables, qu'il s'agisse d'infrastructures d'énergie renouvelable, de rénovation énergétique des bâtiments ou d'optimisation des chaînes de production.

Selon la Fédération Bancaire Française[11], les crédits verts et durables au bilan des banques françaises ont atteint 471 Md€ en 2024, contre 372 Md€ en 2023. La profession bancaire indique également qu'en 2025, pour 1 € finançant la production d'énergies fossiles, 3,4 € financent les énergies renouvelables, tandis que 17 € correspondent à des crédits verts et durables.

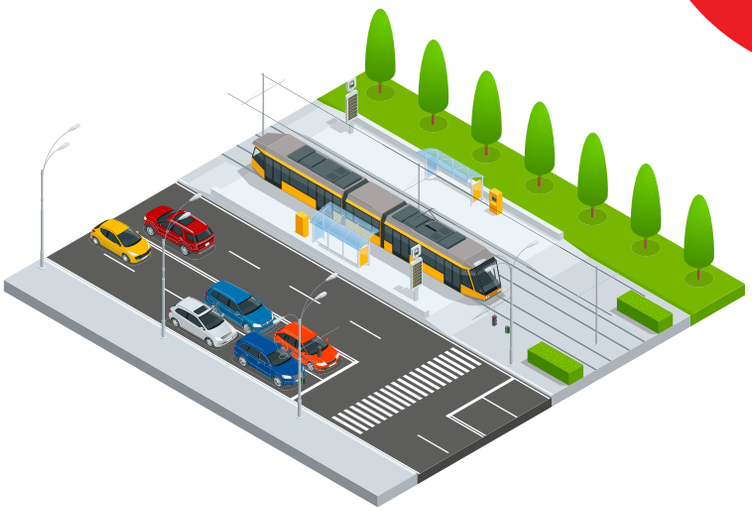
Cette dynamique se reflète aussi dans le financement du logement : fin 2025, les établissements financiers déclaraient près de 219 Md€ de financements liés à des logements répondant aux normes environnementales récentes, ainsi que près de 35 Md€ consacrés à la rénovation énergétique des bâtiments existants[12].

COMMENT ORIENTER SON ÉPARGNE ?

Objectif	Solutions possibles
Logement social et aménagement territorial	Livret A, LDDS
Immobilier local	Immobilier direct, SCPI
PME et ETI françaises	FIP, FCPI, capital-investissement
Entreprises cotées françaises	PEA, OPCVM actions France
Projets locaux identifiés	Financement participatif, obligations locales
Transition écologique	ISR, finance à impact
Développement régional	Fonds régionaux

8 - Les dépenses de santé en 2024, DREES
9/10 - Financement des entreprises - Banque de France, rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée 2025, juillet 2026.
11 - Les banques françaises leaders du financement de la transition écologique : étude annuelle de référence 2024 - Banques et climat - Fédération bancaire française
12 - Banque de France : rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée 2025, juillet 2026.





DE NOUVEAUX OUTILS QUI RAPPROCHENT L'ÉPARGNE DES PROJETS LOCAUX

LA FINANCE PARTICIPATIVE TERRITORIALE

Prêter son argent à un parc éolien situé à quelques kilomètres de chez soi ou à un commerce de centre-ville : c'est ce que permettent désormais les plateformes de financement participatif dites de « crowdlending ». En quelques clics, les citoyens peuvent orienter une partie de leur épargne vers des projets ancrés dans leur région. L'épargnant ne se contente plus de déposer son argent sur un compte : il sait précisément quels projets il soutient et dans quel territoire.

En 2025, le « crowdfunding » français, c'est-à-dire les prêts et dons d'argent via les plateformes en ligne, a atteint 1,8 milliards d'euros de collecte, en légère hausse de 1,8 % sur un an[13]. Un rebond modeste, mais significatif après deux années consécutives de baisse. Dans un environnement économique et géopolitique peu propice à l'investissement, le secteur fait preuve de résilience.

« Kiwai EnR » est un exemple. Lancée en février 2020 par la Caisse d'Epargne Normandie avec le soutien de la région Normandie, cette plateforme est spécialisée dans le financement participatif de projets liés à la transition écologique : énergies renouvelables, traitement et valorisation des déchets... Les porteurs de projets associent ainsi les habitants à leurs investissements et ces derniers contribuent à leur réalisation. « Kiwai EnR » s'est développée depuis dans d'autres régions.

QUAND L'INNOVATION FINANCIÈRE S'EMPARE DES TERRITOIRES

L'épargne locale ne passe pas seulement par les plateformes numériques. De plus en plus de régions et de villes recourent aux obligations dites vertes ou sociales. Le principe : émettre des titres directement auprès des épargnants pour financer des projets d'intérêt général, comme la construction d'un lycée, la création d'un réseau de tramway ou la rénovation énergétique d'équipements publics. L'épargnant sait à quoi sert son capital tandis que la collectivité sécurise un financement de long terme.

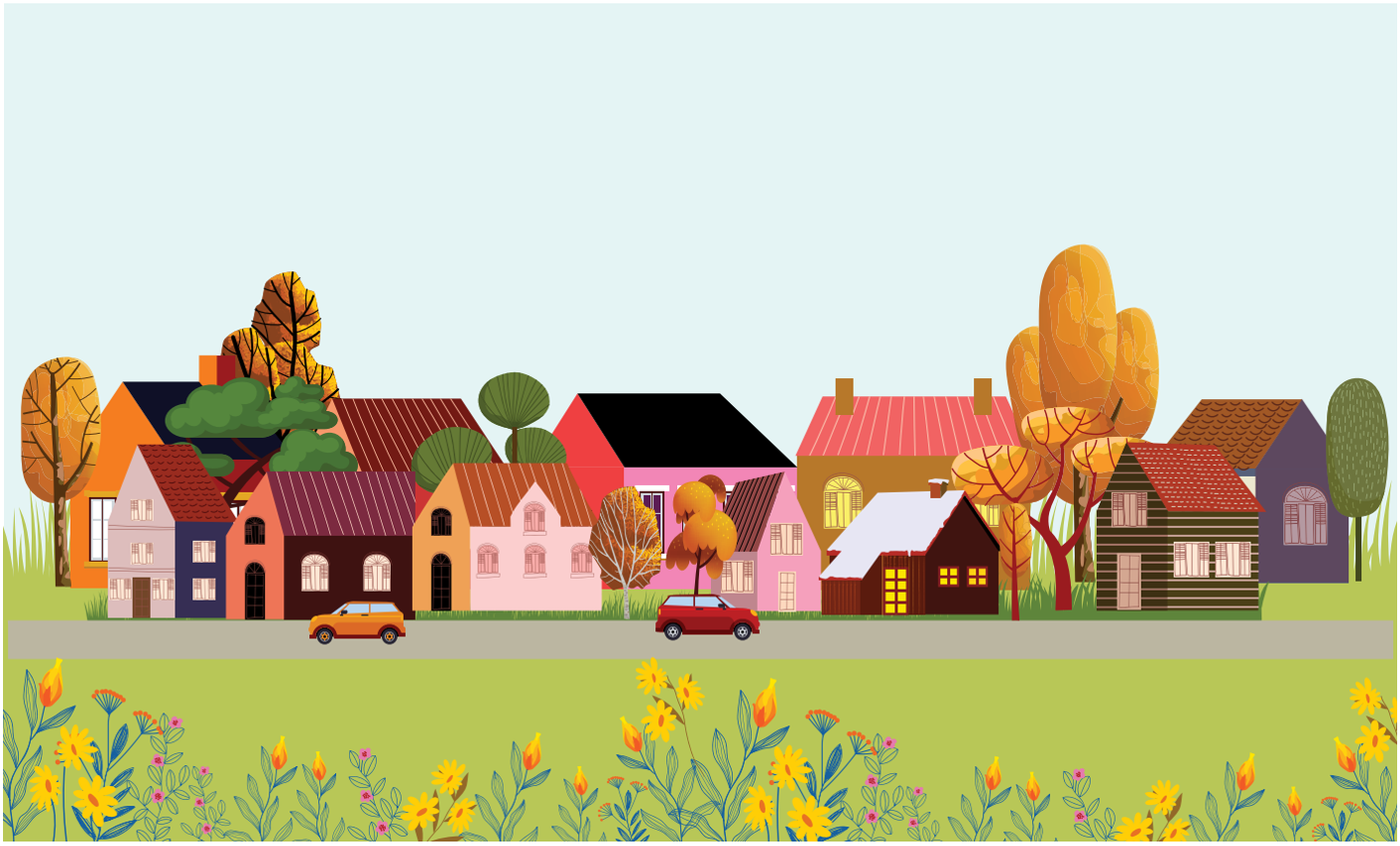
Dans le même esprit, certaines banques coopératives et régionales ont lancé des livrets d'épargne thématiques. La particularité de ces produits : les sommes déposées sont fléchées vers le financement d'entreprises, d'associations ou d'acteurs économiques du territoire, à l'image du « Livret transition territoire » de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.



DEMAIN, QUELS TERRITOIRES ?

La France entre dans une nouvelle phase de transformation territoriale. Les territoires de demain seront plus connectés, plus durables et plus résilients. L'épargne jouera un rôle déterminant dans cette transformation.

13 - Baromètre du crowdfunding en France 2025



POUR EN SAVOIR PLUS

1 - Banque de France : rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée 2025, juillet 2026. Rapport sur l'épargne réglementée 2025 | Banque de France

2- Rapport annuel du Fonds d'Epargne, Caisse des Dépôts, mai 2025. 2026_05_18_CP_Caisse_des_Dépôts_Rapport_annuel_2025_du_Fonds_d'épargne.pdf

3 - Les banques françaises leaders du financement de la transition écologique : étude annuelle de référence 2024 - Banques et climat - Fédération bancaire française les-banques-francaises-leaders-du-financement-de-la-transition-ecologique-etude-annuelle-de-reference-2025

RETROUVEZ TOUS LES PRÉCÉDENTS NUMÉROS EN UN CLIC



FNCE 2026. Fédération nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance – 5 rue Masseran 75007 Paris. Association régie par les dispositions des articles L. 512-85 à L. 512-105 du Code monétaire et financier, par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. Siren : 429 351 208 – Code APE : 9499Z – **Directeur de la publication :** Pierre Macé – **Partenaire éditorial :** Grégoire Naacke, Observatoire de l'Épargne Européenne – **Rédacteur en chef :** Cédric Turini – **Réalisation :** Laure de Llamby, Vincent Ferlicoq – **Conseil – Direction artistique :** EDEP Conseil – **Crédit photo de une :** Assemblée nationale – **Illustrations :** AdobeStock.

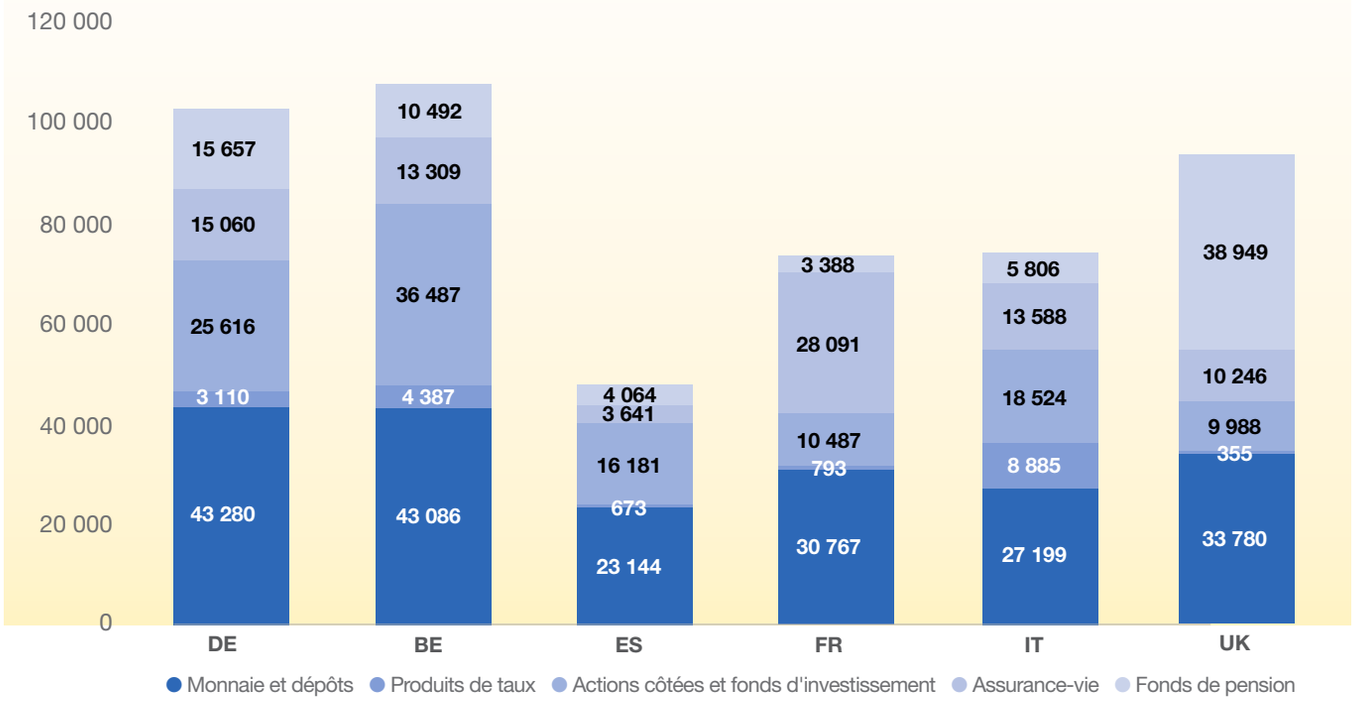
CHIFFRES ET ACTUALITÉS DE L'OEE

LES CHIFFRES DE L'OEE

Indice de mesure de la performance de l'épargne financière des ménages français[13] au deuxième trimestre 2026 :

- Performance nominale annuelle moyenne depuis le 31/12/2012 : **2,45 %**
- Contribution des produits de fonds propres à la performance : **48 %**
- Performance nominale annuelle de l'indice au second trimestre 2026 : **+4,43 %, contre +2,76 % le trimestre précédent**
- Performance annuelle en termes réels au second trimestre 2026 : **2,36 %, contre 0,78 % le trimestre précédent**

Composition du patrimoine financier des ménages
(EUR/hab. Mars 2026- hors actions non cotées et autres participations)



Source : Eurostat, UK Office for National Statistics - Compilation et calculs OEE

DATES IMPORTANTES DE L'OEE

- **Jeudi 19 novembre 2026 :** publication du Tableau de Bord de l'Epargne en Europe avec les données relatives au second trimestre 2026.
- **Jeudi 17 décembre 2026 :** publication de l'indice de mesure de performance de l'épargne financière des ménages français[13] avec les données relatives au troisième trimestre 2026.

➜ Pour plus d'information, rendez-vous sur le site www.oee.fr

13 - L'indice de performance financière de l'épargne des ménages de l'OEE est un baromètre qui mesure le rendement global, intérêts, dividendes et plus-values compris, de l'ensemble des placements financiers détenus par les Français (livrets, assurance-vie, actions, comptes courants), pondéré selon le poids réel de chaque produit dans leur patrimoine.

OBSERVATOIRE DE L'ÉPARGNE EUROPÉENNE
EUROPEAN SAVINGS INSTITUTE